



International VAT Association

Conformité coopérative en matière de TVA/TPS pour réduire les litiges et renforcer la confiance

Sixième réunion du Forum mondial de l'OCDE sur la TVA
Paris, 26-28 janvier 2026

Fernando Matesanz



Conformité coopérative. Contexte

- Litiges relatifs à la TVA/TPS : plus fréquents et plus coûteux dans un environnement numérique et transfrontalier. Contrairement à l'imposition directe, il n'existe actuellement aucun mécanisme international pleinement efficace, rapide et économique pour résoudre la plupart de ces litiges en matière de TVA/TPS.
- Exemples typiques : lieu de fourniture, droit à déduction, remboursements, exemptions et application de taux réduits (interprétations divergentes).
- Impact de la réduction de la fraude : la fraude évolue rapidement, et la réactivité est essentielle. Une conformité coopérative permet de réduire l'exposition à la fraude grâce à une meilleure vérification en amont, une détection plus rapide des anomalies et une correction plus précoce des erreurs.
- Objectif : réduire les litiges et renforcer la confiance grâce à une meilleure visibilité fiscale dès le départ.

Qu'entend-on par conformité coopérative en matière de TVA/TPS ?

- Un changement de modèle : du contrôle a posteriori à la gestion des risques en temps réel. Un modèle de relation plus collaboratif (administrations fiscales, contribuables, intermédiaires).
- Objectif : garantir une sécurité fiscale précoce. Passer d'une approche largement réactive et conflictuelle (audits et litiges a posteriori) à une approche plus préventive.
- Fondements : transparence, confiance justifiée et cadre de contrôle fiscal.

Pourquoi la conformité coopérative est importante

- Elle réduit les coûts liés aux litiges : redressements, audits longs, contentieux, provisions. Une conformité coopérative est essentielle pour les entreprises car elle leur apporte une visibilité fiscale rapide, réduisant ainsi les redressements de TVA imprévus, les risques d'audit et de contentieux, ainsi que le temps et les coûts de gestion des litiges.
- Améliore les résultats des administrations : recouvrement du montant exact d'impôt, meilleure allocation des ressources en fonction des risques.
- En matière de TVA/TPS : avantages en matière de prévention de la fraude et de correction rapide. Solutions

À quoi ressemble la conformité coopérative en pratique

- Une relation structurée et continue : divulgation précoce et dialogue en temps réel .
- Cadre de contrôle fiscal : processus, contrôles clés, preuves, responsabilités définies.
- La numérisation comme catalyseur : facturation électronique, rapports quasi en temps réel, analyses.
- Bonne mise en œuvre : recommandations pratiques pour la conception de programmes de conformité coopératifs qui profitent à la fois aux administrations fiscales et aux entreprises. Une approche gagnant-gagnant.
- Mesurer les résultats : moins de litiges, résolution plus rapide, audits plus ciblés, moins de signaux de fraude. Il convient de mesurer les résultats pour s'assurer que les décisions prises vont dans le bon sens et de les corriger si nécessaire .

Capacités transfrontalières et évolutives pour les petites entreprises et les non-résidents

1) Transfrontalière

- La conformité coopérative peut fonctionner sur une base multilatérale (Conformité coopérative multilatérale).
- Programme international d'assurance de la conformité de l'OCDE et l'Approche européenne de confiance et de coopération de l'UE sont des modèles multilatéraux susceptibles de s'étendre à la TVA/TPS.

2) PME

- Un modèle formel de conformité coopérative n'est souvent pas viable en raison des contraintes de coût et de capacité.
- **Alternatives** : formats allégés (forums, accompagnement personnalisé, divulgation volontaire et autocorrection des erreurs, outils numériques, accords avec des intermédiaires, etc.). **Cette forme de collaboration ne saurait être considérée comme une conformité coopérative.**

3) Non-résidents

- Élément central des litiges transfrontaliers, mais des obstacles pratiques existent (contrôle, cadres de référence, rapport coût-bénéfice, absence de participation aux programmes nationaux, impossibilité d'établir une relation de confiance justifiée).
- **Alternative** : arrangements informels (traitement de flux spécifiques, correction d'erreurs).

Exemples de conformité coopérative en matière de TVA

Exemple 1 : Cadre de contrôle de la TVA et assurances anticipées

- Partagez un schéma des processus, une cartographie des risques et les principaux contrôles.
- Examiner la conception et l'efficacité du cadre de contrôle, ainsi qu'un canal de divulgation transparente et de corrections volontaires.
- **Résultat** : une meilleure visibilité fiscale dès le début, moins de redressements, moins d'audits approfondis, moins de litiges et des coûts connexes réduits.

Exemple 2 : Dialogue structuré et implication précoce

- Un interlocuteur stable et des réunions périodiques
- Un canal de communication sur les questions matérielles.
- Une voie de résolution rapide : accords ou décisions rapides, ou clarifications préalables plus formelles en cas de besoin.
- **Résultat** : moins de litiges après dépôt de plainte ; réduction des risques d'audit et de contentieux ; diminution du coût total des litiges

Conformité coopérative. Conclusion / points clés à retenir

- Prévenir plutôt que litiger : gestion des risques liés à la TVA en temps réel
- Confiance justifiée : transparence et cadre de contrôle fiscal
- De meilleurs résultats : moins de litiges, des coûts d'audit et de contentieux réduits.
- Prochaines étapes : des solutions transfrontalières et des formats évolutifs pour les PME.



MERCI

